

Terrorisme : le projet de musée-mémorial menacé d'abandon

INFO LE FIGARO - Voulé par Emmanuel Macron et soutenu par les associations de victimes et des figures de l'antiterrorisme, ce lieu culturel doit ouvrir à Suresnes en 2027.

La réflexion sur le terrorisme, fléau majeur de l'histoire mondiale et de l'histoire de France, devrait-elle se cantonner à d'émouvantes commémorations et à des procès plus ou moins médiatiques, deux moments au demeurant précieux et essentiels ? À l'heure où des lieux culturels sont légitimement consacrés aux guerres mondiales, aux génocides du XXe siècle où à l'esclavage, ce phénomène terrible et complexe ne mériterait-il pas lui aussi un musée ?

Quelques heures avant l'adoption de la motion de censure, le gouvernement a répondu par la négative en portant un rude coup au projet de Musée-Mémorial du terrorisme développé depuis 2019 par la magistrate Élisabeth Pelsez, ancienne déléguée interministérielle à l'aide aux victimes, et l'historien Henry Rousso. Son ouverture était prévue à Suresnes en 2027.

La mesure est justifiée par un souci d'économie budgétaire. Mais son impact va bien au-delà. L'idée de répondre à la violence des tueurs par la connaissance et la culture semblait pourtant excellente. Mais le terrorisme continue peut-être à déranger et à faire peur, ce qui est d'ailleurs bien l'objectif de ceux qui l'emploient.

Une décision symbolique

Ce recul gouvernemental, s'il devait se confirmer, aurait des conséquences dommageables. Sur le plan national tout d'abord, en portant atteinte à la cohérence d'une démarche lancée à la fin des années 2010 autour de la question du terrorisme. L'annonce d'un Musée-Mémorial prenait en effet place aux côtés d'autres mesures symboliques comme l'organisation d'une journée nationale d'hommage en mémoire des victimes d'actes de terrorisme fixée au 11 mars.

Ce d'autant plus que le futur musée serait un remarquable outil pédagogique pour les écoles, collèges, lycées et universités. Et également un outil scientifique montrant ce qu'est l'histoire d'un phénomène toujours en cours. Une manière aussi de rappeler, fait souvent ignoré, qu'au cœur même des deux conflits mondiaux, on créait déjà des institutions culturelles et on collectait des éléments pour écrire leur histoire.

Enfin, cet échec d'un projet de grand musée national voulu par Emmanuel Macron et porté par sept ministères (Culture et Justice pour le pilotage du projet, associés aux Armées, à l'Intérieur, à l'Éducation nationale, à l'Enseignement supérieur et au Quai d'Orsay), semblerait aussi être un symbole de l'effacement présidentiel et d'un certain chaos politique et financier.

La connaissance contre la haine

Sur le plan international, la France déciderait enfin de ne pas rejoindre les cinq autres grandes institutions culturelles qui, en Espagne, aux États-Unis (New York et Oklahoma City), en Norvège et au Pérou, ont été créées sur ce thème. Et ce alors même qu'un réseau international était en train de naître, comme en témoignaient les conférences communes et les visites du futur site du Musée-Mémorial français par des délégations étrangères.

Sur le choix de ce site, l'ancienne école de plein air créée en 1935, l'Élysée saluait en 2021 cette « *implantation à Suresnes* » d'un « *nouveau musée s'inscrivant ainsi dans un parcours mémoriel* ».

Trois ans plus tard, l'enterrement annoncé du projet n'est pas une fatalité. Un nouveau gouvernement décidera-t-il, face au terrorisme qui parie sur la haine et la violence, de jouer la carte du savoir et de la connaissance ?

par 133 Chichizola Jean jchichizola@lefigaro.fr Jean Chichizola

